

Éducation nationale : sans confiance, le gâchis catastrophique actuel ne peut que perdurer

Jérémie Fontanieu, enseignant au ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse

10/2023

Bonjour à tous, merci de votre présence et merci à Jacques Attali, Julie Martinez ainsi qu'à la commission France Positive pour l'organisation de ce colloque. Je suis Jérémie Fontanieu, enseignant de sciences économiques et sociales en lycée général et technologique depuis une dizaine d'années en Seine-Saint-Denis où je réside.

Depuis 2012, une expérimentation pédagogique menée dans un lycée public de Drancy par mon collègue David Benoît et moi a permis d'aboutir à une méthode nommée « réconciliations ». Fondée sur une alliance entre parents d'élèves et professeurs, elle consiste à activer le levier considérable que constitue l'implication des familles dans la scolarité des adolescents : les parents sous-estimant le plus souvent l'impact positif qu'ils peuvent avoir sur l'investissement de ces derniers, cette méthode permet de libérer complètement les enseignants du sentiment d'impuissance et de la culpabilité que ressent la grande majorité d'entre eux face à l'échec scolaire. Ayant abouti à des résultats spectaculaires à Drancy depuis 2017 (100% de réussite systématique au baccalauréat en Terminale, disparition de la souffrance scolaire chez tous les élèves comme les familles en Première générale ou en Seconde générale et technologique), elle continue d'y être appliquée chaque année auprès de plusieurs centaines d'élèves et elle se diffuse partout en France : une dizaine d'enseignants l'ont reprise durant l'année scolaire 2021/2022, une centaine durant l'année scolaire 2022/2023, plus de 200 durant l'année scolaire 2023/2024. Se transmettant entre pairs grâce à un bouche-à-oreille très favorable, elle ne bénéficie d'aucun soutien institutionnel et repose sur la stricte liberté pédagogique : pour les professeurs des écoles, les enseignants de collège et de lycée général, technologique ou professionnel de quartiers populaires, de centres-villes, de zones péri-urbaines et de zones rurales qui ont rejoint le projet « réconciliations », elle incarne la possibilité et surtout l'effectivité d'une forme d'audace pédagogique : l'invention, par des enseignants travaillant au quotidien auprès des élèves, de méthodes constituant des solutions concrètes, efficaces et diffusables pour résoudre les difficultés affrontées à l'école par les enfants comme par les adultes.

Mon premier propos est d'évoquer les leçons que l'on peut tirer de ce projet. En rompant avec la conception communément partagée que la réussite des élèves dépend essentiellement des enseignants et de leur caractère plus ou moins héroïque, notre méthode établit un partage plus équitable des responsabilités entre professeurs, enfants et familles : ces deux derniers s'impliquant bien plus fortement qu'à l'accoutumée, nous cessons de prendre tout sur nos épaules et ne nous épuisons plus, seuls face à des classes manquant habituellement de bonne volonté pour des raisons inévitables (paresse des élèves, manque de confiance en eux, absence d'habitude de travail, peur du regard des autres, conviction que la « réussite » peut s'obtenir sans effort, addiction aux écrans, etc.). Pour les enseignants ayant rejoint le collectif qui regroupe aujourd'hui tous ceux qui se sont librement appropriés les outils élaborés à Drancy¹, la méthode produit une forme de « libération » : ils ne subissent plus, le soutien des parents renforçant leur posture face aux élèves et leur capacité à mettre ces derniers dans une situation de réussite.

Mon deuxième propos, le plus important, concerne l'état actuel de l'éducation nationale. La réussite formidable de la méthode « réconciliations », à Drancy comme maintenant partout ailleurs, est porteuse d'espoir mais elle apparaît surtout comme une sorte d'exception consolante : pour les élèves, les parents comme pour les professeurs, la situation de notre système scolaire est aujourd'hui catastrophique. Les enfants et adolescents gâchent leur potentiel faute d'effort, et pour une très grande partie d'entre eux c'est le fatalisme qui prédomine : élèves fragiles, moyens comme doués gardent tout au long de la scolarité le niveau qui semble leur avoir été attribué par la nature et qui est

¹ Le cœur de la méthode réside dans un protocole qui assure, de manière systématique, le soutien indéfectible et très efficace de la totalité des parents d'élèves. Ce soutien se transformant petit à petit en confiance grâce à des échanges réguliers entre l'école et la maison - là où les interactions parents-professeurs se limitent habituellement à la communication ponctuelle de nouvelles qui sont le plus souvent mauvaises -, les élèves réduisent leur quantité de *bêtises* (absences, retards, oublis de matériel, manques de concentration en classe, révisions insuffisantes à la maison, etc.) et cessent petit à petit de gâcher leur potentiel scolaire. Leurs efforts entraînant les progrès et leurs progrès entraînant les encouragements des adultes, un cercle vertueux naît de cette mise au travail d'élèves jusqu'ici souvent habitués à une posture passive vis-à-vis de leur scolarité. Pour un aperçu de la pluralité des appropriations de la méthode par les professeurs du projet, voir le documentaire « [Réconciliations, le collectif](#) ».

le plus souvent la conséquence de leur origine sociale². Les familles, elles, sont assez rapidement mises à distance de l'école durant la scolarité et en particulier à partir du collège : ponctuellement « convoqués » par les établissements, parfois informés mais de façon bureaucratique (messages automatiques en cas d'absence, environnement numérique de travail réduisant le suivi des élèves à une dimension quantitative - notes, nombre d'absences, cahiers de texte, etc.), les parents élaborent des stratégies d'implication en fonction de leur rapport subjectif à l'institution scolaire (sollicitations fréquentes pour les familles de milieu social favorisé, sentiment d'illégitimité et d'invisibilisation pour celles de milieux plus modestes) et se figurent rapidement que la « coéducation » défendue officiellement par le ministère n'est qu'un de ces concepts dont la valeur est surtout théorique. Les professeurs, enfin, sont eux aussi en souffrance : trop souvent réduits à un rôle de rouage au sein d'un système scolaire cruel, beaucoup d'entre eux voient les meilleures intentions, la dévotion et l'attachement au métier qui sont les leurs s'effriter petit à petit. Pour beaucoup d'enseignants, le quotidien donne souvent l'impression de se battre non pour mais contre des enfants et des adolescents qui manquent excessivement de bonne volonté et de parfois plus souhaiter la réussite des élèves que ces derniers eux-mêmes. Aux difficultés face aux élèves, au défi de pouvoir exercer la profession que nous avons choisie, s'ajoutent le mépris social et les clichés largement répandus dans la population au sujet de la corporation ainsi que le sentiment de n'être absolument pas écoutés par ceux qui nous dirigent : frustration face aux manques de moyens matériels et humains (réduction des personnels enseignants et non-enseignants), frustration face aux rémunérations indignes, frustration face aux réformes élaborées sans concertation et imposées de façon brutale... L'absence de politiques éducatives ambitieuses, alors que le nombre de candidats aux concours de l'enseignement s'est effondré en quelques années et que la pénurie d'enseignants se banalise dans certaines des académies les plus en difficulté du pays, est d'autant plus désagréable que les injonctions du ministère semblent le plus souvent relever de la communication plutôt que des actes nécessaires (« école de la confiance », « revalorisation », décisions portant sur les vêtements des élèves, etc.).

Dans cette situation catastrophique, l'émergence d'une méthode comme la nôtre peut sembler relever du miracle : les conditions n'étant absolument pas réunies pour un exercice serein de notre métier, l'élaboration de ce projet pédagogique doit beaucoup à des éléments parfaitement aléatoires, une série de rencontres accidentelles et d'heureux hasards ayant favorisé une expérimentation qui a fait ses preuves au fil du temps et dont la diffusion a débuté de façon encourageante depuis deux ans. On est en droit d'attendre beaucoup plus de la part de l'Etat : la responsabilité des politiques éducatives n'est-elle pas, justement, d'assurer un cadre au sein duquel puissent être élaborées des solutions pédagogiques aux défis considérables que les enfants comme les adultes rencontrent au sein de notre système scolaire qui ne s'est jamais véritablement démocratisé³ ? Pour le dire autrement, le gâchis catastrophique actuel ne pourra prendre fin qu'à condition que les enseignants, partout en France, parviennent à élaborer des réponses efficaces, pérennes et transposables comme celle qui est née à Drancy entre 2012 et 2017 : dire cela, c'est croire dans le potentiel des enseignants dont on oublie quasiment systématiquement qu'ils ont tous choisi un métier difficile, certains par vocation même, pour lequel ils continuent de s'engager quotidiennement malgré le contexte insupportable et les conditions de travail qui se dégradent. C'est seulement si les enseignants retrouvent confiance que des solutions durables aux difficultés considérables de notre système scolaire pourront être élaborées. Pour que cette confiance se fasse jour, un faisceau de plusieurs mesures fortes est indispensable : la confiance ne se décrète pas, mais elle peut apparaître si le corps professoral a de nouveau le sentiment d'être entendu, respecté et valorisé.

1) des rémunérations dignes du niveau de responsabilité qui est le nôtre : la perte considérable de pouvoir d'achat des enseignants ces dernières décennies doit être effacée par ce qui relève davantage d'un « rattrapage » que d'une « revalorisation ». Les professeurs des écoles, en particulier, ainsi que les AESH (accompagnant des élèves en situation de handicap), touchent des rémunérations proprement scandaleuses ; dans le second degré, le corps des professeurs agrégés doit devenir le corps de référence en termes de salaires. Une telle mise à niveau des rémunérations des enseignants n'est pas un coût, c'est un investissement.

2) la mise en place d'un véritable accompagnement des enseignants tout au long de leur carrière : la liberté pédagogique, précieuse et nécessaire, ne saurait masquer la catastrophique gestion des ressources humaines au sein de « la maison ». Que notre institution soit considérée comme une menace par la plupart des professeurs en dit long sur la perception quasi-systématiquement calamiteuse de ses décisions en termes d'affectation, d'évaluation et plus généralement dès lors que les enseignants ressentent un besoin de soutien de l'administration (sentiment d'être laissé à l'abandon, « pas de vague » etc.).

3) la prise en compte des aspirations des enseignants et de leurs représentants dans l'élaboration des politiques éducatives : face à une forme de caporalisation du ministère ces dernières années (réformes répétées et souvent passées de force, injonctions aux évaluations nationales de plus en plus fréquentes dans les premiers cycles de la scolarité, etc.), l'exercice serein et confiant de notre métier nécessite l'établissement d'un dialogue respectueux et

² Depuis les travaux de Pierre Bourdieu sur l'école, dans les années 1960, jusqu'aux enquêtes PISA de nos jours, le poids excessif du milieu social d'origine sur les résultats scolaires des enfants et des adolescents en France est un phénomène qui a été très largement documenté. Trahisant parfaitement la promesse républicaine d'égalité des chances, cette situation n'a aucunement changé malgré la massification scolaire ; notre système scolaire reste l'un des plus injustes d'Occident.

³ Les sociologues distinguent habituellement la massification scolaire, augmentation quantitative du nombre d'élèves et d'étudiants tout au long du XX^{ème} siècle, et la démocratisation scolaire, accès à la même réussite scolaire pour tous les enfants de France, quelle que soit leur origine sociale.

véritable entre les acteurs du terrain, dont la légitimité provient d'un engagement durable, et ceux qui aspirent à diriger notre maison commune, dont la légitimité démocratique est absolue mais le fonctionnement trop souvent déraciné. La proposition qui nous a été faite début 2023, par le Conseil National de la Refondation, d'institutionnaliser le projet « réconciliations » afin de lui donner une dimension nationale est révélatrice de la perception actuelle, au sommet de l'Etat, du corps enseignant : tant que les professeurs de notre pays ne seront pas tous considérés comme capables d'élaborer des solutions pédagogiques face aux difficultés rencontrées sur le terrain, les politiques éducatives risquent de se limiter à de nouvelles variantes d'un « new public management » qui n'a fait, ces dernières années, que renforcer la dimension aliénante de notre système scolaire. Pour que l'école en France cesse d'être une machine à broyer les élèves, les familles comme les enseignants, la confiance doit revenir.

À Propos de France Positive

France Positive est un laboratoire d'idées français fondé en 2021 par l'économiste et essayiste Jacques Attali. Se revendiquant transparent, son objectif est de participer au débat public en proposant des solutions pour l'avenir, notamment au prisme de l'économie positive.

Site internet - <https://www.francepositive.fr>

Contact Presse - presse@francepositive.fr - 06.19.93.86.34